

**Arrêté n°2024-98-A**

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 01/02/2024

Demande déposée le 14/09/2023 et complétée le 16/11/2023,  
le 13/12/2023 puis le 24/01/2024

**N° PC 042 147 21 M0028 M01**

|                           |  |
|---------------------------|--|
| Par :                     | FINANCIERE PONCET représentée par<br>Madame PONCET Sophie  |
| Demeurant à :             | 508 Chemin de la Boudinière<br>42330 SAINT-GALMIER   |
| Sur un terrain sis<br>à : | 8 Rue de Bellevue<br>42600 MONTBRISON<br>147 BL 9  |
| Nature des<br>Travaux :   | Permis modificatif : élargissement du<br>bâtiment, recalage du projet selon le plan<br>topographique, modification de<br>l'emplacement PAC, modification de la<br>toiture du hall d'entrée, prolongement des<br>balcons en façade Nord, ajout de balcons<br>en façade Sud, modification des débords<br>de certains balcons et des ouvertures |

Surface de plancher : 622 m<sup>2</sup>

**Le Maire,**

Vu la demande de permis de construire modificatif présentée le 14/09/2023 et complétée le 16/11/2023,  
le 13/12/2023 puis le 24/01/2024 par FINANCIERE PONCET représentée par Madame PONCET Sophie,  
Vu l'objet de la demande :

- pour la modification du permis de construire un immeuble de 8 logements avec démolition de la maison existante : élargissement du bâtiment, recalage du projet selon le plan topographique, modification de l'emplacement PAC, modification de la toiture du hall d'entrée, prolongement des balcons en façade Nord, ajout de balcons en façade Sud, modification des débords de certains balcons et des ouvertures,
- sur un terrain situé 8 Rue de Bellevue, 42600 MONTBRISON,

Vu le décret n° 2014-1661 du 29 décembre 2014 portant à 3 ans la validité de l'autorisation d'urbanisme,

Vu le décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,

**Zones : U1 et Up1,**

Vu le Permis de construire initial n°PC 042 147 21 M0028 accordé le 13/08/2021,

Vu l'Accord assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France du service de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Loire en date du 23/12/2023,

**A R R E T E**

**Article 1 :** Le présent Permis de Construire modificatif est **ACCORDE** sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles 2, 3 et 4.

**Article 2 :** Les prescriptions mentionnées sur le permis de construire d'origine sont maintenues.

**Article 3 :** Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France, dans l'avis de l'UDAP ci-joint, devront également être strictement respectées.

**Article 4 :** Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

MONTBRISON, le 30 janvier 2024  
Pour le Maire,  
Pierre CONTRINO,  
Adjoint Délégué



**Observations :**

Votre projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement, part Communale et part Départementale.

Votre projet est soumis au versement de la redevance d'archéologie préventive.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1941, article 14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée deux fois par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation : Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.